



HAL
open science

Brésil : l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite

Frédéric Louault

► **To cite this version:**

Frédéric Louault. Brésil : l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Les Études du CERI, 2019, 239-240, pp.68 - 72. 10.25647/etudesduceri.239-240.15 . hal-03457707

HAL Id: hal-03457707

<https://sciencespo.hal.science/hal-03457707>

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Brésil : l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite

par Frédéric Louault

Les élections générales brésiliennes ont eu lieu les 7 et 28 octobre 2018. Plus de cent quarante-sept millions d'électeurs étaient convoqués aux urnes afin d'élire les représentants de l'exécutif fédéral (président et vice-président de la République), du Congrès national (cinq cent treize députés fédéraux et cinquante-quatre des quatre-vingt-un sénateurs), ainsi que des pouvoirs exécutifs et législatifs des entités fédérées (gouverneurs et assemblées législatives).

Ces élections se sont tenues dans un contexte particulièrement tendu. Marqués par six années consécutives de difficultés économiques, abasourdis par l'ampleur des scandales de corruption, dégoûtés par le comportement de leurs élites politiques et noyés sous des flots de *fake news*, les Brésiliens ont voté sans boussole. Selon le rapport *Latinobarometro*¹, le Brésil est en 2018 le pays d'Amérique latine qui compte le plus faible niveau de satisfaction envers la démocratie (9 % contre 49 % en 2010, à la fin du second mandat de Lula), derrière le Venezuela (12 %), le Pérou et le Salvador (11 %). C'est aussi le pays d'Amérique du Sud où l'appui à la démocratie est le plus faible (34 % contre 54 % en 2015) derrière le Paraguay (40 %)². Dans un tel contexte de défiance et d'insatisfaction de la population envers ses représentants et les institutions démocratiques, l'émergence électorale d'une figure politique se présentant comme antisystème ne doit pas étonner.

En début d'année, c'est pourtant l'ancien président Lula qui était favori du scrutin, loin devant le candidat de l'extrême droite, Jair Bolsonaro (Parti social-libéral, PSL). Mais son emprisonnement le 7 avril, puis l'invalidation de sa candidature le 1^{er} septembre, à quelques semaines du scrutin, ont douché les espoirs du Parti des travailleurs (PT) de reprendre le pouvoir par les urnes, deux ans après la destitution de Dilma Rousseff. Privé de son charismatique dirigeant, le PT (au pouvoir entre 2003 et 2016) comptait sur Fernando Haddad pour reprendre le flambeau de la reconquête. Si ce dernier a pu se qualifier sans vaciller pour le second tour, il n'est pas parvenu à contenir le rejet du PT et la vague de haine orchestrée par ses opposants. Ce rejet s'est opéré en faveur de Bolsonaro, qui a non seulement catalysé l'antipétisme, mais qui a surtout réussi à se présenter comme un outsider et à incarner la rupture avec le système politique en place. Formidable boniment de la part d'un homme qui siège à la Chambre fédérale depuis 1991.

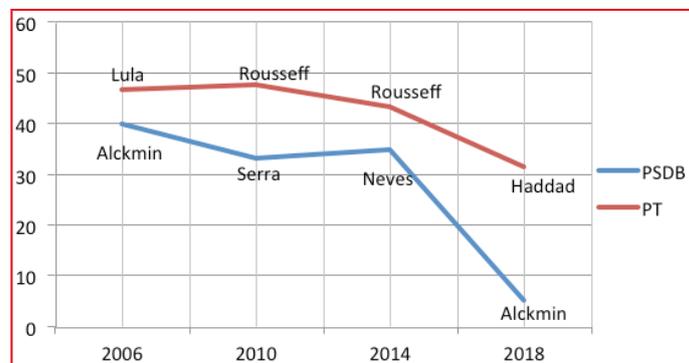
Victime d'une attaque au couteau le 6 septembre, il a fait campagne pendant trois semaines depuis un lit d'hôpital, bénéficiant d'une exposition médiatique exceptionnelle et renforçant encore sa communication via les réseaux sociaux. Dès le premier tour, il avait dépouillé les partis politiques traditionnels – le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), le Mouvement démocratique brésilien (MDB) et les Démocrates (DEM) – et siphonné les électors de droite : le PSDB, qui incarnait l'opposition au PT depuis 2003, a été littéralement écrasé (4,8 % contre 33,6 % en 2014), tout comme l'ancienne dissidente du PT Marina Silva

¹ A retrouver sur le site du *Latinobarómetro* : www.latinobarometro.org/lat.jsp

² L'appui à la démocratie concerne la part des enquêtés qui considèrent la démocratie préférable à toute autre forme de gouvernement. L'indice de satisfaction envers la démocratie évalue la part des enquêtés qui se disent satisfaits du fonctionnement de la démocratie. La différence entre les deux met à jour la part des « démocrates insatisfaits ».

(1 % contre 21,3 % en 2014). Entre le PT et Bolsonaro, seul l'ancien ministre de Lula, Ciro Gomes (Parti démocratique travailliste, PDT), est parvenu à incarner une troisième voie (12,5 %). Après avoir recueilli 46 % des votes valides au premier tour, Bolsonaro a remporté sans forcer le second tour, contre Fernando Haddad (55,1 % des votes valides contre 44,9 %), sans avoir eu besoin de développer son programme et sans avoir participé au moindre débat contre son adversaire. L'hypothèse d'un front républicain pour l'empêcher d'accéder au pouvoir ne s'est pas vérifiée. Au contraire, les secteurs traditionnels se sont rangés – par défaut ou par pragmatisme – derrière Bolsonaro (comme ils avaient soutenu Fernando Collor contre Lula au second tour de l'élection présidentielle de 1989). Un front antirépublicain s'est structuré, rassemblant un électorat qui se reconnaît dans les « valeurs » portées par Bolsonaro et les tenants d'un surprenant « vote utile » pour l'extrême droite.

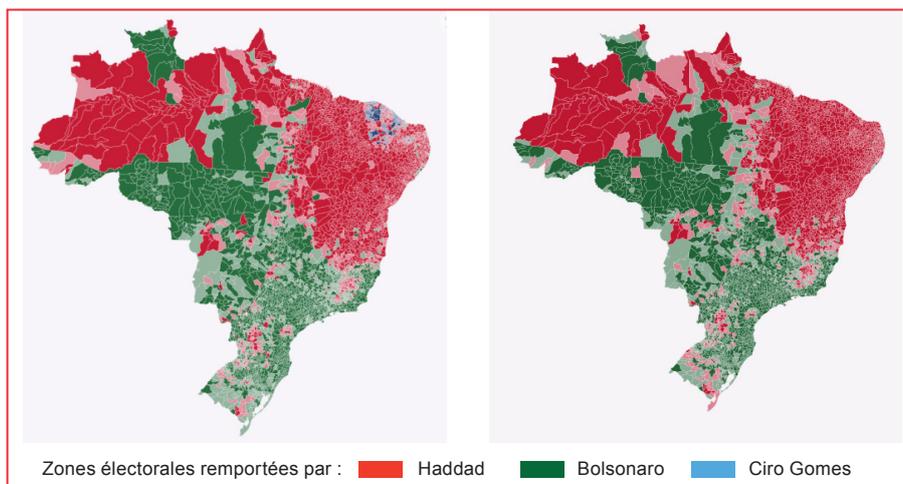
Figure 1
Erosion électorale des deux principaux partis politiques (PT et PSDB) entre 2006 et 2018
 (premier tour de l'élection présidentielle, en millions de suffrages)



Source : compilation de Frédéric Louault d'après les données du Tribunal supérieur électoral du Brésil (TSE)

Du point de la vue de la géographie et de la sociologie électorales, force est de souligner le durcissement de la polarisation politique, déjà perceptible lors des précédents scrutins. Les bases électorales de Bolsonaro se concentrent dans le sud, le sud-est et l'ouest du pays, régions les plus riches et les plus dynamiques où le PT connaît une importante érosion électorale depuis 2010. On y trouve les secteurs de la bourgeoisie viscéralement opposés au PT, mais surtout les classes moyennes urbaines déçues par les gouvernements de Lula, puis de Dilma Rousseff, ainsi que des groupes de populations vulnérables qui étaient temporairement sorties de la pauvreté sous Lula, mais ont fait les frais de la crise économique à partir de 2011. C'est déjà dans ces zones que le PSDB avait obtenu ses meilleurs scores en 2014. Bolsonaro a renforcé cette tendance et a même fait basculer les rapports de forces dans les Etats de Rio de Janeiro et Minas Gerais (où Dilma Rousseff était arrivée en tête en 2014). A l'inverse, les bastions électoraux du PT se concentrent dans le nord-est et le nord du pays, régions les plus pauvres où la part des personnes dépendantes des programmes sociaux développés par le PT est la plus importante. Il serait néanmoins plus juste d'évoquer une division entre trois Brésil plutôt que deux. En effet, 42,1 millions d'électeurs (soit 30,9 % du corps électoral) n'ont voté ni pour Bolsonaro ni pour Haddad au second tour de l'élection présidentielle (7,4 % de votes nuls, 2,2 % de votes blancs et 21,3 % d'abstention).

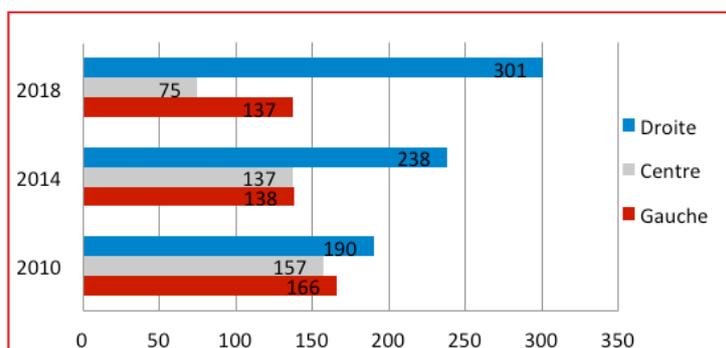
Figure 2
Géographie électorale du premier et du second tour de l'élection présidentielle



Source : O Globo/Eleições 2018

En ce qui concerne les autres scrutins, l'évolution de la composition du Congrès est particulièrement intéressante pour évaluer la marge de manœuvre du nouveau président. Après les élections de 2014, le Congrès avait été dépeint comme le plus conservateur de l'histoire du Brésil démocratique : deux cent trente-huit des cinq cent treize députés étaient identifiés comme conservateurs (46 %)³. Il s'agissait aussi du Congrès le plus fragmenté au monde (vingt-six partis représentés). Ce double record a été pulvérisé en 2018 : trois cent un députés sont assimilés à la droite ou à l'extrême droite (59 %), contre soixante-quinze positionnés au centre (14 %) et cent trente-sept à gauche ou à l'extrême gauche (27 %).

Figure 3
Positionnement idéologique des députés
(la majorité simple est à 257 sièges et la majorité qualifiée [3/5°] à 308 sièges)



Source : figure élaborée par Frédéric Louault d'après les données du Tribunal supérieur électoral du Brésil (TSE) et de *Gazeta do Povo*

³ Departamento Intersindical de Assessoria Parlamentar, « Radiografia do Novo Congresso, Legislatura 2015-2019 », *Estudos Políticos do DIAP*, décembre 2014, www.diap.org.br/index.php/publicacoes/finish/41-radiografia-do-novo-congresso/2883-radiografia-do-novo-congresso-legislatura-2015-2019-dezembro-de-2014

Bien sûr, les congressistes conservateurs constituent un groupe hétérogène, aux intérêts divers. Ils sont loin de tous partager l'ensemble des positions politiques portées par Bolsonaro, dont le parti ne contrôle à lui seul que cinquante-deux sièges à la Chambre fédérale et quatre au Sénat. Bolsonaro ne dispose pas moins d'un potentiel d'appui suffisant pour faire adopter de nombreux projets de loi, voire pour réviser certains aspects de la Constitution (il faut pour cela une majorité qualifiée des trois cinquièmes, soit trois cent huit votes à la Chambre fédérale et quarante-neuf au Sénat). Il peut en outre compter sur l'appui spécifique de certains secteurs à travers les groupes d'intérêts thématiques (*bancadas suprapartidárias*). Deux d'entre eux, très liés à Bolsonaro, ont connu une croissance historique aux élections législatives de 2018 : le groupe pro-armes, appelé *bancada da bala*, rassemble soixante et un députés – contre trente-cinq en 2014 – et appuiera le projet sécuritaire de Bolsonaro (réduction de la majorité pénale, révision du Statut de désarmement, etc.)⁴ ; le groupe représentant les intérêts des églises évangéliques, appelé *bancada da bíblia*, rassemble quatre-vingt-quatre députés contre soixante-quinze en 2014⁵. Enfin, le groupe représentant le lobby de l'agrobusiness, appelé *bancada do boi*, a lui aussi déclaré son soutien au nouveau président et lui a indiqué le nom de la ministre de l'Agriculture (Tereza Cristina). S'il a perdu du poids par rapport à 2014 (cent quatre députés contre cent soixante), ce groupe demeure un élément important dans l'articulation des relations exécutif-législatif⁶.

Pour ce qui concerne la fragmentation partisane, trente partis ont fait élire au moins un congressiste à la Chambre fédérale et vingt-trois au Sénat en 2018. Mais ce qui avait été un inconvénient pour les présidents précédents constitue paradoxalement une force pour Bolsonaro. Ce dernier a en effet déclaré durant la campagne électorale vouloir gouverner sans les partis, en négociant directement avec les députés et avec les groupes d'intérêts suprapartisans pour construire des majorités législatives ponctuelles. Le renforcement de la fragmentation partisane et l'affaiblissement des partis de la droite traditionnelle jouent en sa faveur. Les quatre principaux partis de la droite traditionnelle (PSDB, MDB, Parti progressiste [PP], DEM) ont ainsi perdu au total soixante-quatre sièges par rapport à la législature sortante (leur représentation parlementaire a chuté de 66 %).

Bolsonaro pourra enfin compter avec le soutien des gouverneurs des principaux Etats de la fédération, situés dans le Sudeste et le Sud. En effet, les gouverneurs élus de São Paulo (J. Doria, PSDB), Rio de Janeiro (W. Witzel, Parti social chrétien, PSC), Minas Gerais (R. Zema, Nouveau parti, NOVO), Rio Grande do Sul (E. Leite, PSDB), Paraná (Ratinho Júnior, Parti social démocratique, PSD), Santa Catarina (Comandante Moisés, PSL) et du district fédéral de Brasília (Ibaneis Rocha, MDB) lui avaient tous fait allégeance avant le premier tour ou durant

⁴ Departamento Intersindical de Assessoria Parlamentar, « Bancada da segurança pública cresce na Câmara e no Senado », *Agência DIAP*, 16 octobre 2018, www.diap.org.br/index.php/noticias/agencia-diap/28531-eleicoes-2018-bancada-linha-dura-da-seguranca-publica-cresce-na-camara-e-no-senado

⁵ Departamento Intersindical de Assessoria Parlamentar, « Eleições 2018 : Bancada evangélica cresce na Câmara e no Senado », *Agência DIAP*, 17 octobre 2018, www.diap.org.br/index.php/noticias/noticias/28532-eleicoes-2018-bancada-evangelica-cresce-na-camara-e-no-senado

⁶ Departamento Intersindical de Assessoria Parlamentar, « Bancada ruralista diminui na Câmara e aumenta no Senado », *Agência DIAP*, 13 novembre 2018, www.diap.org.br/index.php/noticias/agencia-diap/28538-bancada-ruralista-diminui-na-camara-e-aumenta-no-senado

l'entre-deux-tours. Les Etats de l'Ouest, où se concentrent les principales zones de productions agricoles d'exportation (Mato Grosso, Mato Grosso do Sul, Goiás), ont également été remportés par des gouverneurs favorables à Bolsonaro. A l'inverse, la plupart des Etats les plus pauvres, les plus ruraux et les moins intégrés à la dynamique économique ont été acquis par des gouverneurs opposés ce dernier (PT, Parti socialiste brésilien [PSB], Parti communiste du Brésil [PCdoB]). Tel est le cas des dix Etats de la région Nordeste, où Haddad a recueilli en moyenne 69,7 % des suffrages. Ce relai dans les Etats les plus riches et les plus puissants du pays renforce encore la pression sur les Etats les plus pauvres – pour la plupart gouvernés par l'opposition – qui sont les plus dépendants des transferts financiers en provenance du niveau fédéral. Le fossé entre le Brésil du Sud et le Brésil du Nordeste risque de se creuser encore. Bolsonaro dispose là d'une arme politique pour fragiliser l'opposition dans les Etats du Nordeste.

Néanmoins, il va faire face, dès le début de son mandat, à plusieurs difficultés. Sa base alliée au Congrès demeure fragile, hétéroclite et peu expérimentée. Son gouvernement dispose *a priori* d'une faible cohérence interne et s'appuie essentiellement sur deux « superministres » (P. Guedes à l'Economie et le juge S. Moro à la Justice) que Bolsonaro aura du mal à contrôler. Surtout, le pari de composer son gouvernement sans avoir officiellement négocié avec les partis de sa base alliée risque de compliquer les relations entre les pouvoirs exécutif et législatif. La manière dont le Congrès s'est retourné contre Dilma Rousseff en 2014 et 2016 et a voté sa destitution constitue un précédent fort, qui pourrait l'inciter à la prudence. Bolsonaro, qui a lui-même contribué aux destitutions de deux présidents (Collor en 1992 et Rousseff en 2016), ne saurait sous-estimer la pression que peut exercer le législatif sur l'exécutif.

Du point de vue des actions politiques, enfin, la mise en œuvre de son projet risque de provoquer d'importantes tensions sociales. Echaudés par la destitution de Rousseff puis offusqués par la rhétorique violente de Bolsonaro, les militants de gauche sont prêts à se mobiliser, quitte à affronter les forces de l'ordre ou des milices pro-Bolsonaro. Le risque de voir la démocratie se déliter et le gouvernement dériver vers une forme d'autoritarisme (violences politiques contre des opposants, gouvernement civil autoritaire appuyé par certaines franges militaires, voire militarisation croissante du régime) ne doit pas être négligé tant le mépris de Bolsonaro pour les institutions démocratiques, les droits humains et les libertés fondamentales est prononcé. A l'inverse, en cas de crise aiguë de gouvernabilité, de difficultés économiques, d'impopularité du gouvernement et de dérapages (corruption dans son gouvernement, répression sanglante appuyée par certains gouverneurs, etc.), l'éventualité d'une intervention militaire régulatrice (pour casser son mandat et organiser un nouveau scrutin) n'est pas non plus à exclure⁷.

⁷ Pour aller plus loin : dossier « Brésil 2018 » de l'Opalc (analyses, cartes et graphiques) : www.sciencespo.fr/opalc/content/bresil-elections-generales-2018